

International

ERDOGAN : LA GUERRE POUR SAUVER SON RÈGNE ?

Gérard Fuchs

14/02/2020

Quelle politique étrangère mène le président de la Turquie, Recep Tayyip Erdogan ? Dans quelle mesure recèle-t-elle une dimension « personnelle » ? L'ancien député européen Gérard Fuchs, conseiller du président de la Fondation, décrypte l'évolution de cette politique tout en rappelant le contexte politique et économique du pays.

La Turquie est un pays dont on parle de plus en plus souvent dans le monde. Ce n'est pas une absolue nouveauté : Byzance a été une capitale des Grecs ; rebaptisée Constantinople, elle fut celle de l'empire romain d'Orient ; devenue Istanbul, elle fut le lieu d'où les sultans ottomans contrôlaient une bonne partie du monde occidental, de Gibraltar à l'océan Indien. Les différents partages du Proche-Orient, décidés par les vainqueurs de la Première Guerre mondiale, n'empêchèrent pas Mustafa Kemal de créer en 1919, dans ses frontières actuelles, une Turquie moderne, résolument républicaine et laïque. Celle-ci demeura neutre pendant la Deuxième Guerre mondiale. Devenue en 1952, par crainte de l'expansionnisme soviétique, un membre géographiquement important de l'Alliance atlantique, candidate à l'appartenance à l'Union européenne, la Turquie a fait depuis quelques années un retour inattendu et remarqué sur la scène politique internationale. Et cela à travers des prises de position correspondant à une conception tout à fait nouvelle de ses intérêts propres.

La personnalité du président Erdogan, élu au suffrage universel direct pour la première fois en 2014 – et Premier ministre de 2003 à 2014 – en s'appuyant sur un électorat rural et sur la renaissance de partis aux références religieuses, est pour beaucoup dans cette évolution. Autoritaire, porteur d'un nationalisme n'hésitant pas à se référer aux heures glorieuses où un sultan commandait depuis Istanbul au pourtour méditerranéen, il se voulait l'antithèse à la vision fondatrice définie en 1919. Il se présentait comme une alternative identitaire aux fondateurs du pays, à leur approche laïque et non religieuse, à leur volonté de faire entrer la Turquie dans la modernité des connaissances et de l'ouvrir au monde, et pas seulement à son environnement.

Mais cette vision identitaire d'Erdogan le conduisait à considérer comme secondaires les questions

économiques et sociales, la grandeur du tout rendant secondaire le sort de chacun. La vie politique du pays connaissait alors une bipolarisation accrue entre la coalition formée par l'AKP (Parti de la justice et du développement, parti d'Erdogan) et l'approche prioritairement économique et sociale du CHP (Parti républicain du peuple), parti laïque et de gauche, héritier de Mustapha Kemal.

La tentative vite avortée d'une partie de l'armée, en 2016, de jouer à nouveau un jeu politique fut l'occasion pour Erdogan de conduire une épuration qui débordait très largement le monde militaire et touchait tous ceux dont il considérait qu'ils étaient susceptibles de s'opposer à sa vision et de voter pour le CHP et ses alliés : journalistes, magistrats, enseignants, intellectuels ont ainsi été expulsés, suspendus ou emprisonnés par dizaines de milliers, au gré d'accusations fantaisistes.

La première conséquence extérieure de la vision d'Erdogan a été l'engagement de la Turquie dans des conflits du Moyen-Orient dont elle s'était tenue écartée pendant des décennies. L'alliance informelle conclue avec le président de la Syrie Bachar al Assad avait des fondements compréhensibles même si elle n'avait rien de moral. D'abord, elle rapprochait deux pays également inquiets de la percée territoriale de l'intégrisme islamique de l'État islamique (EI), qui visait, entre autres objectifs, à la constitution d'un califat aux limites indifférentes aux frontières existantes : Syrie et Turquie pouvaient tous deux s'inquiéter d'une remise en cause de leurs frontières orientales. Mais un autre motif, inexprimé des deux côtés, était la crainte de la résurgence du projet d'un État kurde, qui amputerait leur territoire, même en cas d'effondrement de l'EI. Dans ce contexte, le sort des démocrates syriens fuyant leur pays devenait pour chacun un problème secondaire : la Turquie en accueillit quelques-uns pour faire plaisir à l'Europe, pas trop pour ne pas inquiéter le régime syrien...

L'effondrement militaire de l'EI fit croire un moment à Erdogan qu'il pouvait espérer une grande victoire, en profitant du départ annoncé des forces américaines pour pénétrer en Syrie et détruire les forces et les villages kurdes du nord-est du pays. Mais le lâchage par les Américains des Kurdes, qui avaient joué un rôle important dans la défaite de l'EI, provoqua des vagues de réactions. Il existe quand même quelque chose qui ressemble à de la morale, même dans la guerre : les opinions publiques américaine et européenne, les soldats et les forces spéciales américaines et françaises qui s'étaient battues au côté des Kurdes contre l'EI firent savoir qu'accepter une percée turque dans la zone n'était pas imaginable. Ils furent écoutés et Erdogan n'eut pas sa victoire.

Mais toutes ces aventures avaient pour effet de brouiller fortement le système d'alliance antérieur de la Turquie. Le rapprochement Erdogan-Assad avait pour conséquence de rendre la Turquie dépendante de la Russie, dont l'aviation était décisive dans la victoire sur les forces démocratiques syriennes. Et, comme toujours en pareil cas, il y a une addition à payer : comment refuser la

proposition russe de vendre à la Turquie des missiles antiaériens derniers cris, même si les Américains menacent de ne plus fournir alors les avions promis de longue date ? Ces vieux ennemis héréditaires que sont les Russes et les Turcs vont-ils finir par coopérer ?

C'est là que reviennent les questions économiques et monétaires. On peut faire beaucoup de reproches aux marchés financiers mais ils n'aiment pas les guerres. Et plus le pays s'engageait dans des aventures militaires, plus la livre turque se dépréciait, malgré des hausses de taux d'intérêt. Les injonctions de plus en plus vives d'Erdogan à la Banque centrale – « La politique monétaire, c'est moi » – s'achevant par le débarquement du gouverneur puis de son équipe l'été dernier vont permettre une politique de crédit bon marché, qui dans un premier temps relancera un peu la croissance. Mais la chute de la livre qui l'accompagne et le creusement d'un déficit du commerce extérieur déjà important vont inquiéter chefs d'entreprise, monde salarié et commerçants.

Les résultats des élections municipales du printemps 2019 montrent que le mélange d'autoritarisme politique et de désordre économique et financier inquiète de plus en plus d'électeurs. Le passage à l'opposition de la mairie d'Ankara, la capitale, puis d'Istanbul au terme d'un troisième tour rendu inévitable du fait de la fraude éhontée pratiquée au second, ont donné au CHP et à ses alliés une nouvelle crédibilité et un nouvel élan, le nouveau maire de la ville étant issu de ses rangs.

C'est dans ce contexte et compte tenu du sujet de mon dernier livre¹ que j'ai été invité fin novembre 2019, avec une ancienne ministre du SPD allemand, à un colloque organisé par la SODEV (Fondation pour la social-démocratie), fondation qui est au CHP ce que la Fondation Jean-Jaurès est au Parti socialiste. Le thème de la rencontre, « L'avenir de la social-démocratie face à la mondialisation », reflétait l'espoir revenu d'un retour au gouvernement et la volonté de resserrer les liens avec des partenaires importants.

Une partie importante du colloque fut évidemment consacrée à la comparaison de nos problèmes et espoirs dans chacun de nos trois pays. Mais, en ce début d'année 2020 où j'écris ces lignes, le président Erdogan, dont on ne peut décidément nier la capacité créatrice, avait déjà engagé son pays sur un autre terrain de manœuvre militaire : la Lybie !

L'élimination de Kadhafi en 2011, dans laquelle la France a joué un rôle important, pour des raisons qui ne sont pas encore toutes découvertes, a engendré des désordres intérieurs mal maîtrisés, et amplifié, au Sahel notamment, des désordres extérieurs qui le sont encore moins. Curieusement, les acteurs extérieurs directement impliqués sont presque les mêmes qu'au Moyen-Orient : l'EI ou

ses successeurs, les États-Unis, la France, les pays du Golfe, la Russie et la Turquie. La seule nouveauté est l'Italie, ancienne puissance coloniale et pétrolière.

L'implication de la Turquie dans son voisinage proche-oriental pouvait apparaître géographiquement logique, même si les objectifs poursuivis allaient bien au-delà des annonces officielles. L'implication de ses forces armées en Lybie ressemble surtout à la vision d'un président qui se voit en successeur des sultans ottomans de la grande époque et compte sur l'aura ainsi acquise pour une nouvelle réélection. Certes, les règles républicaines ont été respectées et le Parlement a été prié de donner son accord à la décision déjà prise. Mais l'exercice était sans danger puisque l'AKP et le MHP (Parti d'action nationaliste) ont actuellement à eux seuls une majorité. Il mérite cependant d'être noté que tous les partis d'opposition, CHP en tête, ont voté contre ce qui était pourtant présenté comme « l'intérêt de la nation » !

Mais ce qui était présenté comme une aide matérielle au gouvernement lybien reconnu par la communauté internationale s'est très vite révélé comporter des « compléments humains » dépassant probablement le millier d'hommes. Même si ceux-ci sont en majorité des Syriens comme il est dit par certains services, il est peu probable que leur acheminement ait été assuré par des bateaux de Bachar el Assad.

Contrairement aux espérances d'Erdogan, l'opinion publique en Turquie semble être aujourd'hui majoritairement hostile à l'intervention de son pays en Lybie. Qu'en sera-t-il lorsque les premiers cercueils arriveront à Istanbul ? La prochaine élection présidentielle doit avoir lieu en 2023. La conjonction de difficultés économiques et du refus d'aventures extérieures d'un autre temps peut conduire alors à un renversement de situation, qui favoriserait le retour de la paix autour du bassin méditerranéen.

1. *Mondialiser la gauche*, Éditions L'Harmattan, Paris, novembre 2018.